



8 décembre 2020

Déclaration de la Coordination CGT Groupe GE

Ne pas laisser GE démanteler sa filière énergétique

Notre exigence : Développer l'outil de la transition énergétique

GE développe une stratégie d'investissement sélective visant en fait à un recentrage de sa branche énergie autour des seules éoliennes *off-shore* et du service à la base installée. Pour ce faire elle mobilise trois programmes distincts :

Il y a d'abord l'investissement structurel

Porté par le *Corporate* (maison mère de GE), il s'agit d'investissements lourds sur plusieurs années. Pour la filière énergétique, un seul est significatif : le programme Haliade X sur le segment WIND. Il a déjà coûté près d'1 milliard d'euros sur plus de 5 ans. Et ce, sans retour significatif sur investissement. GE justifie son choix par l'exigence climatique.

Seconde forme d'investissements : les financements sur les capitaux propres des business

Ils correspondent à un pourcentage du profit de l'année précédente. Ils sont subordonnés à la validation du *Corporate* sous condition d'un retour sur investissement de trois ans au maximum, même si le montant est faible.

Compte tenu de la stagnation, voire de la baisse des marchés du « neuf » en Europe, on assiste de fait à une érosion de la marge opérationnelle. En conséquence ces budgets sont en forte baisse. Ils sont prioritairement consommés par les recherches de compétitivité immédiate pour gérer des parts de marché et non le développement des technologies, des compétences, etc.

Troisième forme « d'investissement » : dans les PSE. Oui, GE voit les licenciements comme un investissement, et en attend donc un retour !

Cet investissement est financé par le CORPORATE et non l'entité. Généralement le groupe l'explique par une volonté d'augmenter la compétitivité (rentabilité) d'un segment. Ce sont les PSE en cours chez Gaz, Hydro, Grid, et STEAM.

La sélectivité opérée par GE « CORPORATE » est donc sciemment organisée pour ne pas permettre à toutes les entités de la branche énergie de GE de

se développer et pouvoir répondre aux enjeux de la transition énergétique.

Des restructurations avec pour but : vendre !

Ne l'oublions pas, le niveau de dette de GE est colossal. Les restructurations visent, donc, toutes à des degrés divers les mêmes objectifs :

- Segmenter au maximum les entités pour les rendre autonomes.
- Concentrer chaque business sur les seuls secteurs portant des activités profitables.
- Ne plus faire de neuf demandant de l'investissement, mais exploiter au mieux le service sur les secteurs considérés plus porteurs.
- Préparer des ventes par appartements.

Avec le rachat de la branche énergie d'ALSTOM, GE a acquis une base installée importante, donc du « service » offrant des marges comprises entre 40 et 70 %, représentant jusqu'à 80 % de la valeur ajoutée du cycle de vie d'un équipement. Le secteur du « service » peut donc s'avérer encore très profitable pour une quinzaine d'années au moins. **De fait, en se concentrant sur le service, on obtient une profitabilité immédiate accrue sur des volumes résiduels.**

Cette stratégie vise à un abandon progressif des implantations européennes pour un repli sur les États-Unis : patriotisme économique oblige. GE y voit un moyen de produire du *cash* encore plus vite. Les entités ainsi restructurées constituent alors un « Portfolio » très rentable sur le court terme.

GE gagne sur tous les tableaux. Les plans de casses sont financés en grande partie par l'argent public à travers les plans dits de réindustrialisation ou la prise en charge du chômage.

Mieux encore, les profits immédiats des unités restructurées (ou le produit de leur vente) pourront financer le développement du segment éoliennes *off-shore*. Le gouvernement complice applaudit des deux mains feignant d'y voir une transition vers une énergie plus verte.

Pour accroître sa rentabilité immédiate, GE réduit aussi des dépenses courantes qui s'apparentent pourtant à de l'investissement.

Dans chaque segment GE veille ainsi à limiter les dépenses courantes destinées à un certain maintien de l'appareil de production tant matériel qu'humain. **Ces dépenses qui peuvent s'apparenter à de l'investissement sont soumises à une sévère cure d'amai-grissement.** Ainsi les augmentations de salaires, les dépenses de R&D, les plans de formations, ou les renouvellements et l'entretien du parc machines ont été fortement réduits ces dernières années. Il s'agit de tirer le meilleur parti de la Force de Travail existante sans chercher à la renouveler puisque l'activité de service à la base installée est vouée à disparaître à terme faute de renouvellement du parc neuf.

L'aide d'un gouvernement complice !

Bruno Le Maire se fait complice de GE en omettant de dire que la casse de l'outil industriel (GAZ, HYDRO, GRID, STEAM) ne le dérange pas étant donné que du côté « éolien » des emplois seront créés. Au mieux, il fait semblant d'être agacé en leur demandant de revoir un peu leur plan.

Il va jusqu'à mentir, car à ce jour tous les emplois mis en avant par le gouvernement dans le secteur « éolien » sont des emplois précaires (CDD, intérim) avec l'ambition de les convertir en CDI. En atteste les procès-verbaux du Comité de Groupe France General Electric. Une promesse qui n'est pas sans rappeler celle des mille emplois.

Le gouvernement Macron, avec sa logique libérale, fait donc le jeu des intérêts des multinationales au détriment d'une industrie tournée vers les besoins. **En l'occurrence: la nécessité du mix énergétique !**

Le choix de l'éolien n'est donc plus un choix environnemental. Mais un choix de positionnement purement financier pour GE. Avec une communication basée sur des promesses et rien de concret.

Une transition énergétique pilotée à partir des grands groupes ne peut être qu'à leur service !

GE communique beaucoup y compris auprès du gouvernement sur ses investissements dans l'énergie éolienne en mer – en particulier l'Haliade-X. Le groupe annonce la création d'emplois. Dans tous les cas, ce n'est pas à la hauteur des centaines d'emplois détruits dans l'ensemble des plans sociaux en cours. Si l'éolien a, bien sûr, sa place dans le mix énergétique, il faut, pour être rentable, que la filière améliore à la fois son rendement et son coût de maintenance. GE ne doit donc pas se contenter d'aller chercher des subventions, mais doit entreprendre un réel programme d'investissements, dans ces domaines comme dans d'autres. La direction l'admet elle-même, avec l'Haliade-X, on est loin d'atteindre un coût du MWh à 50 euros qui placerait cette technologie dans la course vis-à-vis d'autres sources d'électricité comme le nucléaire ou le gaz.

L'intermittence de l'éolien nécessite, par ailleurs, des aménagements en termes de filière. Un enjeu important réside dans le stockage de l'électricité produite. Cela peut se faire grâce à des stations de pompage, ou d'autres processus de type hydrolyse.

Les turbines à gaz sont un complément utile à la production électrique éolienne pour compenser les

périodes d'intermittence. Alors il faut investir dans le modèle de turbine à gaz le plus complémentaire possible et proposer une solution complète visant à faire réellement baisser le coût de l'énergie renouvelable. De plus le pilotage du mix énergétique pourrait être amélioré tant au niveau local qu'au niveau européen par un meilleur pilotage du réseau électrique, y compris en allant vers des productions au plus près des consommateurs. Au lieu de réduire sa division Grid autour de quelques produits rentables, GE devrait contribuer à fournir des solutions de pilotage du réseau plus conformes à l'efficacité sociale.

On le voit, ces systèmes d'énergie électrique décarbonées sont plus complexes que simplement la mise en parallèle de diverses unités de production. Il faut inclure l'intermittence dans la réflexion et donc, les stockages et la gestion des réseaux. C'est encore une fois tout un écosystème qu'il faut considérer mais GE ne semble décidément pas vouloir y jouer le rôle qu'on serait en droit d'attendre d'une telle entreprise.

La CGT défend la nécessité d'investir dans le développement d'un outil au service de la transition énergétique

La CGT propose, *a contrario* du repli sur le seul éolien, de sortir d'une logique de silo pour bâtir des solutions intégrées.

Il faut arrêter les plans de restructurations pour lesquelles la direction mobilise aujourd'hui des centaines de millions d'euros. Les fonds ainsi économisés permettraient de proposer des solutions novatrices qui favorisent l'évolution du mix énergétique en France et en Europe.

Il faut un véritable plan d'investissement dans les différents outils de travail existants, qui s'appuie sur les expertises et les savoir-faire développés lors de la phase d'expansion de notre réseau énergétique. **C'est en mobilisant ces savoirs-faire et en investissant plutôt qu'en subventionnant des plans de casse que le gouvernement et l'Europe pourront contribuer à satisfaire les besoins en une énergie pour tous, peu chère et décarbonée.**

C'est ainsi que nous pourrions garantir l'accès à l'énergie pour l'ensemble de la population à des tarifs régulés, sans coupures d'électricité. Sachant que la demande mondiale croît de 2 % par an, l'énergie est l'un des enjeux majeurs pour les années à venir.

C'est pourquoi, dans l'intérêt commun, la CGT revendique :

- La protection de la filière énergétique avec la suppression de tous les plans sociaux en cours, pour que le choix de la transition énergétique appartienne vraiment aux citoyens, et non aux multinationales.

- L'organisation d'états généraux de l'énergie pour décider de manière démocratique des choix énergétiques et des moyens alloués, prenant en compte les aspects sociaux.

- Une reprise des investissements et des embauches pour garantir la bonne exécution des commandes et le maintien, ainsi que le développement des expertises et des compétences. L'argent des PSE doit aussi servir à cela ! ■